

Il se propose de publier une série de volumes dans lesquels seront traitées toutes les questions d'agriculture améliorée.

Pour commencer, M. Perrault vient de publier le premier de ces volumes qui est un *Traité d'Agriculture Pratique*. Cet ouvrage est dû à la plume de son aïeul M. J. F. Perrault, ancien protonotaire à la Cour du Banc du Roi à Québec; il est divisé en deux parties : la petite et la grande culture. M. Perrault s'est fait un nom dans la carrière agricole, et son petit-fils, le D^éputé de Richelieu, promet bien de ne pas faire démentir sa race. Il ne pouvait certainement pas mieux commencer son entreprise qu'en plaçant en tête de ses futurs ouvrages, une œuvre qui, en 1832, a remporté le premier prix au concours de New-York.

Ce *Traité* forme un élégant volume de plus de 200 pages, parfaitement bien imprimé, et qui mérite à tout prix d'aller entre les mains de tous les cultivateurs : il ne se vend que 30 sous. Les autres volumes qui viendront, si M. Perrault reçoit l'encouragement auquel lui donnent droit ses efforts, ses labeurs et son habileté, seront dans le même genre que celui-ci et se vendront pour le même prix. Le tout comprendra 22 volumes qui formeront la bibliothèque du cultivateur à laquelle celui-ci puisera la science et l'art de son noble métier.

Il nous reste à espérer qu'une entreprise aussi importante rencontrera l'encouragement dont elle a besoin. C'est particulièrement au gouvernement et aux Sociétés d'Agriculture à donner l'élan ; c'est d'eux que nous l'attendons, et nous espérons que ce souhait ne sera pas vain.

Quant à M. Perrault, le projet qu'il commence à exécuter et qui sera entièrement réalisé,—nous voulons le croire,—est une nouvelle preuve de son attachement à la cause agricole, attachement qu'il a, d'ailleurs, constamment prouvé et qu'il ajoutera à tous ses autres titres celui, fort enviable, de promoteur de l'Agriculture en Canada.

L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN 1864.

POUS empruntons à l'*Exposé sur la situation de l'Empire* le passage relatif à l'agriculture :

Favorisée par le calme des esprits, aiguillonnée par la concurrence, l'agriculture s'avance d'un pas sûr et rapide dans la voie progressive où le gouvernement s'efforce de la diriger par tous les moyens dont il dispose. Propriétaires, fermiers, métayers, semblent

aujourd'hui comprendre que leur intérêt les pousse vers les améliorations.

Aussi, d'année en année, l'institution des concours devient-elle plus populaire. Le cercle des concurrents s'élargit ; cette participation générale à l'œuvre du progrès s'est traduite, en 1864, dans nos exhibitions agricoles régionales, surtout par un accroissement notable dans le nombre des animaux, des instruments et des produits présentés.

Concours agricoles.

Le nombre des animaux exposés aux concours de 1859 était de 4,304 ; à ceux de 1862, de 6,289 ; à ceux de 1863, de 7,155. En 1864, ce nombre a atteint le chiffre de 7,719, presque le double de celui de 1859.

Le nombre des instruments agricoles, qui était dans les années précédemment indiquées, de 2,970, 4,565, et 5,600, n'a pas été moindre de 5,424 en 1864, le double environ des quantités accusées en 1859.

Enfin, les chiffres des produits exposés sont montés en 1862, en 1859, à 2,293 en 1862, et à 2,911 en 1864.

Les grandes primes d'honneur accueillies, dès 1857 avec la plus grande sympathie, continuent à être disputées avec ardeur. Cette haute récompense, à laquelle douze départements sont appelés chaque année à prétendre, a conquis la popularité par l'émulation qu'elle excite, et provoqué de toutes parts des efforts de la part de ceux qui veulent s'en rendre dignes.

Octrois aux sociétés.

Les subventions accordées aux associations agricoles permettent de faire descendre les encouragements de l'État jusqu'à ceux des petits cultivateurs ou des ouvriers agricoles qui, par leur situation, l'état de leurs ressources ou la modestie de leurs travaux, n'osent ou ne peuvent aborder les concours régionaux.

Ces allocations donnent aux sociétés et aux comices agricoles l'influence morale qui leur est nécessaire pour propager les bonnes méthodes et assurer le progrès, cette base du développement de la production. A ce point de vue, le gouvernement est heureux de constater qu'il est parfaitement secondé par ces utiles associations ; aussi est-ce avec regret qu'il se voit souvent empêché de leur venir plus efficacement en aide, faute de ressources suffisantes.

L'étude des questions dont la solution intéresse au plus haut degré la production nationale, s'est poursuivie en 1864 avec la même ardeur et le même zèle par le passé.